

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Direction des Affaires Juridiques et
de l'Administration Locale
Bureau de l'Administration Générale
et de l'Utilité Publique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure
du 15 octobre 201
Société MARCHIO à FRIVILLE ESCARBOTIN

ARRETE DU 17 OCT. 2016

Le Préfet du département de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législatives et réglementaire relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER Préfet du département de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2012 autorisant la société MARCHIO à exploiter une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de Friville-Escarbotin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2015 mettant en demeure la société MARCHIO de respecter diverses prescriptions applicables à son installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 2 mai 2016, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées s'est rendue sur site le 10 mars 2016 ;

Considérant que suite à cette visite, l'exploitant a transmis par emails des 22 et 24 mars 2016 : l'analyse de risque et le plan de surveillance amendés ainsi que la procédure de prélèvement ;

Considérant que lors de la visite et suite à l'instruction des documents transmis, l'inspection des installations classées constate que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 octobre 2015 est respecté ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme

ARRETE

Article 1 -

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 15 octobre 2015 délivré à la société MARCHIO sont abrogées.

Article 2 -

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 3 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de FRIVILLE-ESCARBOTIN, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MARCHIO.

Amiens le 17 OCT. 2016

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Charles GERAY